

digne de toute croyance, la Prusse, qui désirait depuis longtemps avoir un pied-à-terre en Amérique, se serait adressé dans ce but à l'Espagne et aurait déterminé celle-ci à consentir à la cession de Porto-Rico, moyennant certains services que l'Allemagne s'engageait à lui rendre, soit en l'aidant à supprimer l'insurrection carliste, soit en faisant reconnaître le gouvernement républicain de Serrano par les puissances européennes. Les détails de cette entente auraient été communiqués à l'amiral Polo, alors ambassadeur d'Espagne à Washington, avec instruction de s'assurer de l'assentiment du gouvernement américain.

La dépêche qui contenait les instructions du gouvernement de Serrano à ce sujet était conçue en ces termes :

" Comme le gouvernement reconnaît l'impossibilité de supprimer l'insurrection carliste et la rébellion cubaine sans aide étrangère, et comme le gouvernement de S. M. l'empereur d'Allemagne nous a fait des ouvertures à la fois honorables et acceptables, il est désirable que ce département sache quelle position prendrait le gouvernement américain en cas de cession de notre île de Porto Rico, temporairement ou définitivement, au gouvernement de S. M. l'empereur."

Le même courrier apportait à l'amiral une note expliquant que le gouvernement allemand se chargeait d'assurer le succès d'un emprunt projeté au gouvernement de Serrano, à lancer à Londres, que le même gouvernement établirait une flotte de croiseurs sur la côte espagnole pour supprimer la contrebande de guerre, flotte avec laquelle coopérerait une flotte espagnole. De plus, le gouvernement allemand reconnaîtrait la dictature de Serrano, sur sa base présente, et emploierait son influence pour la faire reconnaître par les autres gouvernements. En retour "le gouvernement espagnol consentirait à céder au gouvernement de l'empire allemand, par un titre provisoire, mais qui pourrait devenir perpétuel, l'île de Porto Rico, en totalité ou en partie."

L'amiral Polo répondit immédiatement que la communication du ministre d'Etat l'indignait ; que le marché projeté avec l'Allemagne était anti-patriotique et qu'il offrait sa démission de ministre espagnol à Washington.

Le gouvernement espagnol insista pour faire revenir l'amiral sur sa décision, mais inutilement. L'affaire se termina par le rappel de l'amiral Polo. Les négociations auraient ensuite été reprises avec le gouvernement américain.

La presse américaine s'est alarmée des révélations du *Freeman's Journal*. Avant ces révélations on avait ignoré les véritables causes du rappel de l'amiral Polo. La plupart des journaux des Etats-Unis,